

Stéphane Dion, *La politisation des mairies*, Paris, Economica, 1986, 218 p.

Jacques Léveillé

Numéro 12, automne 1987

Mouvements et acteurs

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040574ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040574ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (imprimé)

1918-6584 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Léveillé, J. (1987). Compte rendu de [Stéphane Dion, *La politisation des mairies*, Paris, Economica, 1986, 218 p.] *Politique*, (12), 138–140.
<https://doi.org/10.7202/040574ar>

Stéphane Dion, *La politisation des mairies*, Paris, Economica, 1986, 218 p.

L'étude du «pouvoir local» s'articule souvent, ici comme ailleurs, autour du débat constitutionnel mettant aux prises le fédéral et les états membres relativement aux affaires municipales, les provinces et les municipalités à tous propos, les structures métropolitaines et les villes des agglomérations urbaines quant au partage des coûts. Le travers est encore plus prononcé dans la littérature de langue française que dans les études américaines ou même anglaises. Aussi, faut-il, d'entrée de jeu, féliciter Stéphane Dion de nous présenter, en français, une analyse de la dynamique politique et administrative dans cinq communes françaises (de gauche) qui sorte résolument des sentiers battus. Et de le faire d'une façon magistrale.

Le titre de l'ouvrage et l'explicitation des intentions de recherche de l'auteur dans l'introduction attirent l'attention du lecteur sur les chapitres 3 et 4 puisque ces derniers synthétisent, de façon plus concise que dans la thèse de doctorat d'où ils sont tirés, l'essentiel de ce que Dion a découvert sur la dynamique qui anime les rapports entre la composante politique, dont la fonction

de maire, et la composante administrative de l'institution municipale. Sans négliger l'importance des environnements syndical, associatif, et partisan, dans lesquels baignent et s'alimentent ces rapports. Ces deux chapitres offrent de très belles pages sur l'analyse des politiques publiques locales (identification de 4 grands secteurs de politiques publiques locales), sur les aléas de la concertation (néo-corporatisme local?), et sur l'hypothèse de l'émergence ou de la consolidation d'une technocratie locale.

Les deux autres chapitres de l'ouvrage, soit les chapitres 1 et 2, fournissent pratiquement tout ce qu'il faut connaître du système municipal français et des acteurs politiques et administratifs dans les villes étudiées pour bien comprendre les deux chapitres analytiques que nous venons d'introduire. Le chapitre 1 présente avec beaucoup d'efficacité pourquoi et comment les institutions municipales françaises constituent des enjeux politiques importants au plan national et au plan local. L'auteur évite, de façon fort avisée, les descriptions juridiques habituelles qui auraient eu tendance à faire vieillir le livre prématurément. Le chapitre 2 constitue pour sa part une petite monographie sur les rapports entre partis et élus, entre élus eux-mêmes, entre syndicats, partis et élus actifs dans les cinq villes. Pour être complète, toutefois, cette monographie aurait dû situer les groupes de citoyens et les groupes de pression qui s'agitent dans chacune des villes et qui tissent des liens avec les organisations partisans, les structures politiques, et les appareils administratifs. Cette négligence ne permettra pas au lecteur de tirer tout le bénéfice escompté du chapitre 4 qui traite précisément de «La municipalité et son milieu d'intervention».

L'ensemble du travail de recherche que Stéphane Dion nous rend disponible sous la forme d'un livre d'environ deux cents pages très bien écrites, procède d'un choix méthodologique en faveur de l'analyse stratégique de Michel Crozier. Celle-ci est manipulée avec rigueur et surtout avec intelligence et imagination,

qualités indispensables au bon fonctionnement de la méthode crozérienne qui n'a rien de mécanique. Les lecteurs resteront cependant sur leur faim s'ils espèrent lire de longs développements sur les raisons de cette option méthodologique et sur les motifs du rejet partiel ou total des autres méthodes disponibles. De même, ils regretteront que les pages de conclusion ne cherchent pas à mettre en relief ce que l'auteur estime avoir contribué d'original à la littérature en sociologie politique urbaine. En contrepartie, ils apprécieront l'effort, réussi, de reformulation des principaux enjeux théoriques de la politisation de l'administration publique à la lumière des enseignements tirés de l'étude des cinq villes retenues.

Jacques Léveillé
Université du Québec à Montréal